

Système métrique

Si les États-Unis veulent adopter le système métrique lentement et de façon volontaire et si l'Australie veut obliger ses citoyens à se convertir rapidement au système métrique, quel exemple le Canada devrait-il suivre? J'estime que nous devrions appuyer les amendements à l'étude parce qu'il s'agit de propositions modérées et positives avancées par l'opposition officielle. Dans un pays démocratique où les gens ont exprimé leur opinion de façon très claire, le changement devrait se faire avec le plus de souplesse possible. Les amendements prévoient simplement un système plus souple ou un système double. Le ministre chargé de la Commission canadienne du blé devrait parler aux agriculteurs de l'Ouest et appuyer nos propositions au lieu de dire ce qu'il a dit ce matin. Le ministre sait qu'il n'a pas été bien renseigné, soit par ses fonctionnaires, soit par ceux qui ont témoigné au comité permanent. Je me rends compte que mon accusation est grave, monsieur l'Orateur.

Il est honteux que des organismes comme le syndicat du blé de la Saskatchewan et celui du Manitoba, qui se prétendent démocratiques, exercent des pressions sur le gouvernement pour qu'il adopte une loi qui les avantagera financièrement sans être dans l'intérêt de leurs membres. Les membres n'ont jamais eu l'occasion d'exprimer leur point de vue à ce sujet.

Aux réunions du comité local du sous-district et du district, les membres ont adopté des résolutions qui ont été envoyées au bureau central. Alors qu'il les avait sous les yeux, le secrétaire du syndicat du blé de la Saskatchewan a eu l'effronterie incroyable d'écrire au ministre pour dire qu'en 1974, 1975 et 1976 les 800 comités de la Saskatchewan n'avaient adopté aucune résolution. Il faisait croire ainsi que tous les comités appuyaient les avancés du syndicat alors qu'il avait en sa possession des résolutions officielles et signées de six régions de la province qui représentaient un grand pourcentage de la population de la Saskatchewan. Nous ne pouvons rien faire contre ce genre de chose au Parlement; c'est aux membres du syndicat du blé de la Saskatchewan de demander des comptes à ceux qu'ils élisent et c'est aux représentants élus de régler la question avec ceux qu'ils nomment et qu'ils paient. A mon avis c'est une honte que ce genre de chose puisse se produire dans un système qui se prétend démocratique comme celui de la Saskatchewan.

J'ai ici un bon nombre de lettres, monsieur l'Orateur, mais il y en a une qui m'a vraiment frappé. Elle est rédigée sur papier à en-tête de la Manitoba Pool Elevators, elle est signée par le directeur général et adressée au premier ministre (M. Trudeau). Elle exhorte le gouvernement à effectuer rapidement la conversion au système métrique. Je vous en lis un paragraphe:

Si la conversion aux tonnes métriques n'a pas lieu rapidement, nous craignons de ne pas avoir une réaction très enthousiaste par la suite, car nous courons toujours le risque que les instructions soient de nouveau modifiées.

Qu'est-ce que cela veut dire, monsieur l'Orateur? Ces gens se rendent compte que lorsque les agriculteurs sauront qu'ils ont leur mot à dire, ils ne seront pas d'accord. Le syndicat du blé de la Saskatchewan et celui du Manitoba devront cesser d'adopter ce genre d'attitude à l'égard de leurs propres membres. Ce n'est pas à nous d'intervenir. Nous pouvons faire remarquer, comme nous le devons, que lorsqu'on envoie ce genre de renseignement à un ministre ou au premier ministre, c'est presque une question de privilège pour la Chambre. En tant que député de la Saskatchewan, je suis tout prêt à me battre pour cette question dans la province. Je sais ce qui arrivera, car les membres de toutes les organisations de la

Saskatchewan détestent se faire pousser dans le dos, que ce soit par leur propre syndicat ou par le Parlement.

Les amendements proposés concernent plus spécialement cinq bills se rapportant à la manutention des céréales de l'Ouest. Je fais appel à tous les députés, quelle que soit leur appartenance, pour qu'ils donnent à la démocratie le pas sur toute autre considération, en prenant leur décision. Si des fonctionnaires essayent de nous faire adopter certaines mesures simplement pour imiter l'Australie, il serait temps de les saquer, et de leur faire savoir qui dirige la maison. Si les organisations agricoles et les sociétés céréalières appliquent des pressions politiques, on devrait leur dire que ce sont les gens ordinaires qui détiennent le pouvoir et qu'on les écouterait. Je demande donc instamment aux députés d'agir en véritables parlementaires. Il n'est pas tant question de conscience que d'un jugement moral. Est-il juste de passer outre aux souhaits qu'ont exprimés ceux qui seront principalement touchés par la loi, c'est-à-dire les agriculteurs de l'Ouest?

Je fais également appel à mes amis du Québec. Dans cette province, le cadastre n'est pas mesuré en acres mais en arpents. Lorsque le temps viendra et que les agriculteurs seront obligés de passer de l'arpent à l'hectare, il y aura du vilain. Les ennuis ont commencé à Ottawa, où le gouvernement a essayé de persuader le Québec d'adopter sans délai la conversion au système métrique.

Il s'agit de savoir si nous allons imposer ce système sans tenir compte de ceux qui seront touchés ou si nous en trouverons un autre qui leur permettra de s'habituer peu à peu au nouveau système.

Au début du débat de deuxième lecture, j'ai fait savoir que si le mot «hectare» était rayé du bill, nous l'adopterions sur-le-champ et que nous chercherions à persuader les agriculteurs d'accepter les tonnes, en échange de quoi nous nous opposerions à tout changement concernant les mesures de superficie. Je pensais que le gouvernement avait favorablement accueilli cette idée pour cette raison, nous avons abandonné le débat et accepté que le bill soit renvoyé au comité. Mais le ministre qui a assisté aux séances du comité a répudié ce qui, à mes yeux, était affaire conclue. Les fonctionnaires étaient d'avis que les Canadiens ne pourraient avoir deux systèmes parallèles sans qu'il y ait une certaine confusion. Cela se fait aux États-Unis. Cela se fait en Grande-Bretagne. Sommes-nous idiots au point de ne pouvoir nous accommoder de deux systèmes?

● (1430)

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais je dois l'informer qu'il a épuisé son temps de parole. Il pourra poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre. Les députés donnent-ils leur consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention d'abuser de la gentillesse des députés. Ils savent que cette question me tient beaucoup à cœur. J'estime que le système métrique est bon, mais je m'appuie sur des documents pour parler de l'opinion des agriculteurs et des consommateurs. Je présenterai ultérieurement un amendement visant à assurer une certaine protection aux consommateurs.